



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-44550>

Département(s) de publication : **92, 75**

Annonce n° **24-44550**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Commune de La Garenne-Colombes

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Services de contrôle du stationnement payant et de l'émission des F.P.S.

**Description** : Services de contrôle du stationnement payant et de l'émission des F.P.S.

**Identifiant de la procédure** : b9c8ce16-21e3-4376-b7f2-1c4156b59dd9

**Identifiant interne** : 2024-022

**Type de procédure** : Ouverte

**La procédure est accélérée** : non

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 98351110 Services de mise en œuvre des règles de stationnement

##### 2.1.4 Informations générales

**Base juridique** :

Directive 2014/24/UE

##### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Insolvabilité : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Motifs d'exclusion purement nationaux : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Fraude : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Participation à une organisation criminelle : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Faillite : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Coupable d'une faute professionnelle grave : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Païement d'impôts et taxes : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Biens administrés par un liquidateur : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Païement des cotisations de sécurité sociale : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

État de cessation d'activités : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Corruption : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Concordat : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

## **Section 5 - Lot**

**5.1 Lot :** LOT-0001

**Titre :** Services de contrôle du stationnement payant et de l'émission des F.P.S.

**Description :** Services de contrôle du stationnement payant et de l'émission des F.P.S.

**Identifiant interne :** 2024-022

**5.1.1 Objet**

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale** ( cpv ) : 98351110 Services de mise en œuvre des règles de stationnement

**Options :**

**Description des options :** Possibilité d'utiliser les dispositions de la réglementation en vigueur pour modifier des prestations prévues initialement ou pour ajouter des prestations non prévues initialement

**5.1.3 Durée estimée**

**Date de début :** 01/09/2024

**Date de fin :** 31/08/2028

**5.1.6 Informations générales**

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)**

**5.1.9 Critères de sélection**

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Description :** se reporter à l'article 4.3 du règlement de la consultation

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Description :** se reporter à l'article 4.3 du règlement de la consultation

**5.1.10 Critères d'attribution**

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Valeur technique de l'offre

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 60

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** prix

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40

**5.1.11 Documents de marché**

**Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles :** français

**Adresse des documents de marché :** [https://marches.maximilien.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=876362&orgAcronyme=d6n,](https://marches.maximilien.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=876362&orgAcronyme=d6n)

**5.1.12 Conditions du marché public**

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://marches.maximilien.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=876362&orgAcronyme=d6n>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 24/05/2024 à 18:00

**Date limite de validité de l'offre :** 6 MONTH

**Conditions du marché :**

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**5.1.15 Techniques**

**Accord-cadre :**

Pas d'accord-cadre

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

## **Section 8 - Organisations**

**8.1 ORG-0002**

**Nom officiel :** Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

**Numéro d'enregistrement :** 17950702500015

**Adresse postale :** 2-4 boulevard de l'Hautil BP 30322

**Ville :** Cergy-pontoise

**Code postal :** 95027

**Pays :** France

**Adresse électronique :** greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

**Téléphone :** 0130173400

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

8.1 ORG-0001

**Nom officiel** : Commune de La Garenne-Colombes

**Numéro d'enregistrement** : 21920035900012

**Adresse postale** : 68 boulevard de la république

**Ville** : La garenne colombes

**Code postal** : 92250

**Pays** : France

**Adresse électronique** : marches.publics@lagarennecolombes.fr

**Téléphone** : 0172424094

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

11.1 Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis** : d3b312d1-835a-43c0-a68f-8e0ca5c7dc0b - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 15/04/2024 à 18:06

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

11.2 Informations relatives à la publication

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 15/04/2024